

# **THÉÂTRES LYRIQUES NATIONAUX**

**(Direction du budget, 1931-1992)**

## **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Estelle Baudet

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## **Table des matières**

Réunion des Théâtres Lyriques Nationaux.....	6
Théâtre National de l'Opéra de Paris.....	8

**Référence**

B-0064919 - B-0064949

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Théâtres lyriques nationaux

**Dates extrêmes**

1931-1992

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget, bureau 3C (établissements publics à caractère administratif)

**Importance matérielle**

31 boîtes, soit 3,99 mètres linéaires

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versements des 14 mars 1989, 25 novembre 1993, 25 janvier 1995 et 16 juillet 1997 portant les références PH 057/89, PH 191/93, PH 037/95 et PH 263/97.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la

loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Thématique

### **Présentation du contenu**

Ce versement comporte des documents relatifs à la gestion et au suivi budgétaire des théâtres lyriques nationaux, dont l'Opéra national de Paris.

Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'activité de l'Opéra national de Paris s'organise entre les deux salles de l'opéra Garnier (inauguré en 1875) et de l'opéra Bastille (inauguré en 1990).

Entre 1939 et 1990, la compagnie était unie à l'Opéra-Comique sous l'appellation de « Réunion des théâtres lyriques nationaux ». La compagnie a le statut d'Établissement Public français à caractère Industriel et Commercial (EPIC), placé sous la tutelle du ministère de la Culture.

### **Indexation**

Contrôle budgétaire

Salle de spectacles

Musique

**B-0064919/1 – B-0064927/1, B-0064938/1**

Réunion des Théâtres Lyriques Nationaux (RTLN).

1931-1992

**B-0064919/1**

Statuts, textes statutaires (1932-1980) : textes; réforme des statuts, élaboration de nouveaux statuts (1972-1978), réorganisation administrative et financière (1967-1976) : textes, notes, correspondance, plan comptable. ; cahier des charges du Théâtre national de l'Opéra Comique (1932).

1932-1980

**B-0064920/1**

Réforme, plan d'encadrement financier (1976-1977), situation financière (1975-1976), dossier social (1961-1976), coupures de presse (1970-1979) ; fonctionnement, équipement en matériel (1970), émissions télévisées (1970), tournées (1970-1974), programmation (1972), manifestations de la Cour carrée du Louvre (1973-1978), prix des places (1969-1978), frais de mission et frais de réception (1976-1977), participation à l'effort de construction (1955), comité de lecture et jetons de présence (1965-1966), règlement intérieur (1960) : notes, correspondance, études, articles de presse, brochures.

1955-1979

**B-0064921/1**

Etude et comparaison avec les grands théâtres, rapport Bloch-Lainé (1976-1977), rapport de la cour des comptes (1979), mission d'étude Jean Vilar (1968), rapport Autin (1971), rapport Verdy sur la danse (1977), mission à l'opéra de Hambourg (1976), financement du Royal Opera House (1976), rapport sur l'organisation et la gestion du Metropolitan Opera de New-York (1978), rapport Serignan sur le ministère des affaires Culturelles, rapport spécial du contrôleur financier sur la remise en cause des missions (1970) : rapports, études, comptes rendus, notes.

1968-1978

**B-0064922/1**

Suivi budgétaire, résultats d'exploitation (1958-1964), budget pour l'année 1972 (1972), budget pour l'année 1975 (1975), budget pour l'année 1976 (1975-1976), budget pour l'année 1977 (1977), budget pour l'année 1978 (1978) : arrêté, correspondance, décisions modificatives ; contrôle financier, modalités (1972-1978) , référés et communication de la cour des comptes (1967-1972), commission de contrôle sur la RTLN (1972-1973) : proposition de loi, correspondance, notes, rapport, projet d'arrêté.

1958-1978

**B-0064923/1 – B-0064926/1**

Gestion du personnel.

1931-1982

**B-0064923/1**

Affaires particulières, contrats (1961-1976), rémunération (1967-1977), recrutement (1968-1976), caisse de retraite (1932-1972), limite d'âge (1969-1980), heures supplémentaires (1970-1972), engagement d'artistes payés au cachet (1973-1977), détachement d'artistes de la RTLN au Théâtre d'Aujourd'hui (1974), dossier social (1968-1978), indemnités de licenciement aux choristes (1971), situation d'une danseuse étoile et régularisation d'indemnités versées à certains cadres administratifs (1971), cantine (1970-1971) : contrats, actes d'engagement, correspondance, notes. ; régime général et régime spécial de la caisse de retraite du personnel du Théâtre national de l'opéra comique (décret du 14 octobre et 26 septembre 1931).

1931-1980

**B-0064924/1**

Personnel de direction (président du conseil d'administration (1972-1977), administrateur du conseil d'administration (1973-1974), directeur de la danse de la

musique et de la scène (1969-1970), directeur général des services artistiques et techniques (1971-1972), secrétaire général (1972-1976), directeur des services administratifs et financiers (1954-1982), directrice de l'école de danse (1972-1978), directeur du personnel et des affaires sociales (1973-1975), directeur des études musicales (1972) : notes, correspondance, contrats..

1954-1982

#### **B-0064925/1**

Conventions collectives antérieures à 1971 (artistes de la danse, artiste des orchestres, personnel de la décoration, service de sécurité, personnel technique, personnel des ateliers de couture et service d'habillement, artistes du chant, artistes pianistes accompagnateurs et accompagnatrices des classes de danse et des cours de danse, artistes permanents de la fanfare et de la musique de scène, personnel de l'administration et des services généraux, personnel du contrôle et des caissières-buralistes du soir) : correspondance, documentation administrative (1960-1962) ; élaboration des conventions collectives du 31 mai 1971 (personnel administratif, danseurs, service de sécurité, personnel technique, personnel des ateliers de couture et service d'habillement, choristes) : projets de convention collective, avenants, notes, contrats, motions syndicales (1969-1973) ; approbation de la convention collective : dossier, correspondance, notes (1971) ; annexes de la convention collective de 1971 (artistes de la danse, artistes permanents de la fanfare et de la musique de scène, artistes pianistes accompagnateurs des classes et des cours de danse, chefs de chant, services de la régie de la scène, service de sécurité, service de la décoration, administration et services généraux, service de couture, service de l'habillement, électricien-éclairagiste, artiste des orchestres, personnel de placement, artistes des chœurs, personnel machiniste, accessoiriste, ouvrier-spécialiste, électricien, personnel de contrôle) : avenants, notes, correspondance (1971-1973).

1960-1973

#### **B-0064926/1**

Avenants aux conventions collectives (dispositions générales, habillement, décoration, administration et services généraux, couture, artistes de l'Orchestre, service de sécurité, personnel machiniste, accessoiriste, ouvriers spécialisés et électriciens, chefs de chant, électriciens-éclairagistes, artistes de la danse, pianistes accompagnateurs des classes et cours de danse, ballet) (1968-1978) : avenants, notes, correspondance ; gestion du personnel, conventions collectives de 1976, dispositions générales, mesures catégorielles en faveur du personnel, conventions collectives des artistes de la danse, révision des conventions collectives du ballet, conditions de travail et tournées, occasionnels (1976-1978) : notes, avenants, correspondance ; conseil d'administration, séance (1971-1976) : procès-verbal ; Opéra Comique, fonctionnement, définition de la politique (1959-1965) : notes, correspondance.

1959-1978

#### **B-0064927/1**

Ecole d'art lyrique, statuts, règlement : textes (1978) ; fonctionnement, crédits de fonctionnement : notes (1978) ; fonctionnement, révision des structures pédagogiques et bilan des activités : notes, correspondance (1983-1985) ; gestion du personnel, contrat d'un professeur de chant : contrat (1978) ; Opéra Studio de Paris, fonctionnement : cahier des charges (1973), note critique (sd) ; activités de la salle Favart (1968-1972) : note relative aux activités, cahier des charges, récapitulatif ; conseil d'administration, séances : procès-verbal (1977) ; presse : articles (1976-1977) ; gestion du personnel, personnel de direction (directeur général et directeur adjoint) : notes, contrats, correspondance (1971-1978) ; Théâtre National de l'Opéra de Paris (TNOP), statuts, modification du décret de 1978 : projet de décret, décret, notes, correspondance (1984) ; statuts, règlement intérieur : textes (1978) ; fonctionnement, activités commerciales et

commercialisation des spectacles : notes, correspondance, bilans chiffrés, protocole d'accord (1976-1992) ; fonctionnement, projet d'utilisation de la salle Favart : notes, correspondance, projet de budget (1978-1981).

1971-1992

**B-0064938/1**

Opéra Comique, statuts : textes (1990) ; fonctionnement, salle Favart, magasins de décors : plans (sd) ; coupures de presse (1990) ; suivi budgétaire, transfert de gestion de la salle Favart de l'Opéra de Paris à l'association Opéra Comique (1988-1990), état prévisionnel des recettes et des dépenses (1900-1992) : notes, correspondance, relevés des décisions, factures, comptes rendus de réunion ; gestion du personnel, personnel de direction (1990), protocole d'accord avec les personnels de plateau (1988), situation des personnels (1989), organisation du travail (1988), création d'emplois (1982) : notes, correspondance, protocole d'accord. Opéra de Paris, statuts, élaboration du décret du 2 avril 1990 (1988-1990) : comptes rendus de réunion, notes, correspondance, avant-projet de décret, projets de décret, décret, relevé de décisions ; conduite et suivi du projet, immobilier (1988-1990), situation de l'Opéra de Paris (1988-1991) : projet de décret, décret, notes, correspondance..

1982-1991

**B-0064928/1 – B-0064937/1 ; B-0064939/1 - B-0064949/1**

Théâtre National de l'Opéra de Paris (TNOP).

1971-1992

**B-0064928/1**

Fonctionnement, revue de l'Opéra de Paris (1985), marché pour le remplacement des batteries (1985), protocoles transactionnels relatifs à l'annulation de la production "Die Soldaten", échange de production TNOP-Scala (1987) , création du service du patrimoine des costumes (1986-1987), service d'animation et de publication (1978), servitudes et places gratuites (1977-1987), gestion des matériels d'exploitation (1977-1984), problèmes budgétaires (1979), possibilité d'utilisation du Théâtre Mogador (1979), projet d'utilisation concernant une demande d'utilisation gratuite des foyers de l'Opéra (1979), projet d'acquisition du Théâtre du Vieux Colombier (1985), projet d'acquisition et participation au capital du Théâtre des Champs Elysées (1974-1987) : correspondance, notes, projet de décret, arrêté; rapports et études, rapport Rollier (1985), analyse du rapport Soubie (1987), rapport Vidal (1980), rapport sur la gestion et la politique musicale des grands théâtres européens (1982), rapport sur les conditions de fabrication des décors, costumes et accessoires du TNOP (1984), groupe de travail sur l'Opéra (1980-1988) : rapports.

1977-1988

**B-0064929/1**

Fonctionnement budgétaire de l'Opéra de Paris (1985) : rapport Camy sur les théâtres nationaux (1983), rapport de la Cour des Comptes au Président de la République (1990), notes manuscrites (1980, s.d.), notes (1980-1986). Suivi budgétaire, budget pour l'année 1979 (1978-1980), budget pour l'année 1980 (1980-1981), budget pour l'année 1981 (1980-1981), budget pour l'année 1982 (1982) : rapport, compte financier de l'exercice, notes, correspondance, projets d'arrêtés, documents de synthèse (1978-1982).

1978-1990

**B-0064930/1**

Suivi budgétaire, budget pour l'année 1983 (1982-1984), budget pour l'année 1984 (1983-1985), budget pour l'année 1985 (1984-1985) : rapport, compte financier de l'exercice, notes, correspondance, projets d'arrêtés.

1982-1985



**B-0064931/1**

Suivi budgétaire, budget pour l'année 1986 (1985-1988), budget pour l'année 1987 (1986-1988) : compte financier, rapport, projet d'arrêté, notes, correspondance.

1985-1988

**B-0064932/1**

Suivi budgétaire, budget pour l'année 1988 (1988), budget pour l'année 1989 (1989) : compte financier, notes, correspondance, arrêté, projet d'arrêté ; contrôle financier, modalités (1982-1985) : notes, projet d'arrêté, arrêté, correspondance.

1982-1989

**B-0064933/1**

Conseil d'administration, séances : procès-verbaux.

1980-1989

**B-0064934/1**

Nouvelle Ecole de Danse de l'Opéra, règlement (1987), commission consultative des marchés (1985), frais de repas des élèves (1982) : note, correspondance, article de presse ; gestion du personnel, situation catégorielle (machinistes (1979), personnel administratif et services généraux (1971-1978), pianistes de la danse (sd), musiciens (1978-1987), chefs de chant et chefs de chœur (1981), régisseurs (1978), ballet (1978-1980), choristes (1981-1982), figurants (1981), personnels techniques (1990), surnuméraires occasionnels (1981-1990), concierges (1981), services couture et habillement (1979-1980)), situation des personnels (1978-1988), retraites (1973-1986), comité d'entreprise (1984-1985) : notes, correspondance, avenants, annexes, rapport d'enquête.

1971-1990

**B-0064935/1 – B-0064937/1**

Gestion du personnel.

1971-1992

**B-0064935/1**

Promotion d'agents (1987-1988), contrats individuels (1981-1982), heures supplémentaires (1990-1991), titularisation d'agents (1989-1990), indemnités et primes (1980-1988), rémunération des personnels (1984), cotisations sociales (1986), prise en compte de spectacles annulés pour les artistes de la troupe de chant (1980-1982), politique en matière d'emplois (1982-1988), rémunération d'occasionnels (1985-1986), frais de déplacement (1976-1991), négociations salariales avec les théâtres nationaux (1973-1983), rémunération des danseurs étoiles (1985-1989) : notes, contrats, avenants, correspondance, arrêté, convention collective de travail ; gestion du personnel de direction, situation des dirigeants (1982-1989), réorganisation de l'encadrement (1987), directeur du personnel et des affaires sociales (1982-1986) : notes, correspondance, arrêté, contrats.

1973-1991

**B-0064936/1**

Affaires particulières et recrutements. - Administrateur général : contrats individuels, correspondance (1971-1991) ; assistant de direction : correspondance (1982,1988) ; contrôleur du travail : notes, correspondance (1980) ; chef de chœur : note (1987) ; directeur technique : notes, correspondance, curriculum vitae (1982-1983, s.d.) ; directeur de la programmation : contrat individuel, note (1988) ; directeur administratif et financier : correspondance (1991), note manuscrite ; directeur de la danse : contrats individuels, notes manuscrites, notes (1982-1990) ; directeur de l'École de danse : contrat individuel, notes manuscrites, correspondance (1972-1988) ; directeur musical : notes, contrats individuels (1978-1992) ; directeur général : notes, correspondance (1978-1984) ; président du Conseil d'administration : notes, notes manuscrites, projets de décisions (1978-1986).

1971-1992

**B-0064937/1**

Conventions collectives, pause catégorielle et politique des contreparties (1978), modification (1979), négociations (1983-1985), nouvelles conventions collectives et application (1985-1987), dossier de presse (1985), révision des conventions collectives en vue de l'ouverture du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille (1988-1990)) : notes, correspondance, projets de conventions collectives, conventions collectives, comptes rendus de réunion ; gestion du personnel, conventions collectives du personnel artistique (Orchestre, Ballet, chefs de chant, choristes, troupe de chant) (1972-1982), du personnel surnuméraire (1979) et du personnel technique (machiniste, électricien, éclairagiste, accessoiriste, couture, habillement, décoration) (1971-1981) : notes, conventions collectives, avenants, correspondance, protocole d'accord.

1971-1990

**B-0064939/1 – B-0064942/1**

Opéra de Paris.

1978-1993

**B-0064939/1**

Fonctionnement : schéma directeur de l'informatique (1992), recueil des procédures (1991), étude comparative du coût moyen d'un spectacle dans la salle (1991), note. Suivi budgétaire, budget primitif pour l'année 1989 (1989), budget pour l'année 1990 (1989-1990), budget pour l'année 1991 (1978-1991) : notes, arrêté, correspondance, relevé de décisions, cahier des charges..

1978-1991

**B-0064940/1**

Suivi budgétaire, budget pour l'année 1991 : notes, correspondance, projet d'arrêté, décision modificative.

1978-1991

**B-0064941/1**

Suivi budgétaire, budget pour l'année 1992 (1990-1993) : correspondance, notes, projet d'arrêté, arrêté ; gestion du personnel, convention collective (1990-1992) : notes, correspondance, procès-verbal, protocole d'accord.

1990-1993

**B-0064942/1**

Gestion du personnel, organisation du travail (1989-1990), recrutement (1981-1991), conflit social (1991) : accord, notes, contrat, jugement ; conseil d'administration, séance (1991-1992) : procès-verbaux. Mission Opéra-Bastille, fonctionnement, bail des locaux du boulevard Bourdon (1983) : correspondance. Concours architecte (1983) : réponses, avenant ; rapports et études, rapport de M. Soubie (1987). Suivi budgétaire, budget pour l'année 1983 (1983), budget pour l'année 1984 (1984) : rapport, correspondance, contrat; conseil d'administration, séance (1983) : procès-verbal. APERNOB (Association pour l'étude et la réalisation du Nouvel Opéra de la Bastille), fonctionnement, construction de bureaux provisoires (1982) : note. APROB (Association de préfiguration de l'Opéra de la Bastille), statuts, textes statutaires de l'association (1987) : textes ; fonctionnement, conduite et suivi du projet : correspondance (1988) ; contrôle financier, projet d'arrêté (1988) : correspondance, arrêté ; suivi budgétaire, projet de budget pour l'année 1988 (1987-1988), octroi de subvention (1987), projet de marché avec la société Arthur Andersen (1988) : notes, correspondance, décisions ; gestion du personnel, personnel de direction (1986-1988), effectifs (1988) : notes, correspondance, contrats ; conseil d'administration, séance (1987-1988) : procès-verbaux.

1981-1992

**B-0064943/1**

Établissements publics. - ATOP (Association des Théâtres de l'Opéra de Paris), statuts, lettre de mission (1988) : notes, correspondance ; suivi budgétaire, comptes financiers (1990-1991) : rapport, comptes ; conseil d'administration, séance (1988-1990) : procès-verbaux ; gestion du personnel, équipe dirigeante (1988-1990) : contrat, notes. EPOB (Établissement public de l'Opéra de la Bastille) statuts, projet de décret portant création de l'Opéra de la Bastille (1983-1985), convention Etat-EPOB (1983), statut du futur ensemble Garnier-Bastille (1988) : projet de décret, notes, correspondance, décret, projet de convention ; conduite et suivi du projet, opérations financières (1984-1988), état d'avancement des travaux (1984-1992), rapports et études (1986-1990) : notes, projet d'arrêté, correspondance, protocole d'accord, rapport, lettre de mission..

1983-1991

**B-0064944/1 – B-0064949/1**

Établissement public de l'Opéra de la Bastille (EPOB).

1983-1992

**B-0064944/1**

Conduite et suivi du projet ; organisation, fonctionnement et programmation (1986-1992) ; budget et coûts de fonctionnement (1986-1989) ; situation des théâtres de l'Opéra de Paris (1989) : notes, projets de cahier des charges, correspondance, comptes rendus, dossier de presse, contrat de programme, tableaux, projets de budget, fiche de méthode, procès-verbal, plans, étude de coût.

1986-1992

**B-0064945/1**

Conduite et suivi du projet, cadrage et contrôle financiers (1983-1989), coupures de presse (1989-1992) : compte rendu, notes, correspondance, convention, articles ; suivi budgétaire, budget pour l'année 1984 (1984) ; budget pour l'année 1985 (1984-1985) ; budget pour l'année 1986 (1985-1986) ; budget pour l'année 1987 (1986-1987) : correspondance, notes, arrêtés, convention, compte financier.

1983-1987

**B-0064946/1**

Suivi budgétaire, budget pour l'année 1988 (1987-1988) ; budget pour l'année 1989 (1988-1989) ; budget pour l'année 1989 (1988-1989) ; budget pour l'année 1990 (1989-1990) ; budget pour l'année 1992 (1990-1992) ; budget pour l'année 1993 (1992-1993) : notes, correspondance, projet d'arrêté, arrêté, comptes financiers, rapports financiers.

1987-1993

**B-0064947/1**

Gestion du personnel, statut du personnel (1988), pompiers (1991), attribution de primes aux agents (1991), équipe dirigeante (1982-1990) : cahier des charges, notes, contrats, correspondance ; conseil d'administration, séances (1983-1987) : procès-verbaux.

1983-1987

**B-0064948/1 - B-0064949/1**

Conseil d'administration, séances : procès-verbaux.

1987-1992

**B-0064948/1**

1987-1990

**B-0064949/1**

1991-1992